



novembre 2010

Par millions dans les rues, neuf fois, et maintenant ?

ENCORE MIEUX S'ORGANISER POUR METTRE EN ÉCHEC LE « NOUVEAU » GOUVERNEMENT !

INVITATION

Réunion publique

Après l'exceptionnelle mobilisation de ces derniers mois pour défendre les retraites,
Face au programme de casse sociale accélérée,

**Continuer, s'organiser mieux jusqu'à mettre en échec la politique du
« nouveau » gouvernement.**

La perspective politique ne peut pas être de patienter jusqu'en 2012.

Venez débattre avec les militants communistes de votre quartier!

Le pouvoir fait comme s'il avait gagné la bataille des retraites. La loi Woerth a finalement été promulguée une nuit de novembre, alors qu'elle était prévue avant l'été.

Le remaniement a eu lieu avec 5 mois et demi de retard. Loin d'être un acte anodin ou seulement politicien, il montre comment le pouvoir se met en ordre de bataille pour aller encore plus loin et plus vite dans la casse structurelle des acquis sociaux et démocratiques. Sans attendre 2012.

Ce n'est pas un hasard si l'on retrouve côte à côte les auteurs du plan Juppé de 1995, de la loi Fillon de 2003, des décrets Bertrand de 2007 sur les franchises médicales ou contre les régimes spéciaux.

Sur un ton soudain plus modeste, Sarkozy annonce les prochains mauvais coups : une fiscalité encore plus injuste, une loi sur la dépendance synonyme d'augmentation de la CSG et d'affaiblissement de l'assurance maladie. Le plan de suppressions d'emploi par dizaines de mille continue dans la fonction publique, le pôle emploi, comme le train

de la marchandisation et des privatisations des services publics (électricité avec la loi NOME).

Il y a aussi ce qui n'est pas annoncé. Suivant les exemples grecs ou irlandais, ou plus directement britannique, le nouveau gouvernement est prêt à utiliser une crise de l'euro, une offensive de la finance et des fameuses agences de notation pour serrer la vis encore plus brutalement.

La loi Woerth a été promulguée. Pourtant elle a rencontrée une résistance tout à fait considérable parmi les travailleurs et l'ensemble de la population. Cette force peut et doit peser encore plus fort dans les mois à venir pour arriver à mettre en échec le gouvernement et inverser sa politique.

La convergence des luttes s'est faite pour défendre les retraites. Les manifestants, jusqu'à trois millions, ont été plus nombreux dans bien des villes qu'en 1995 ou même en 1968. L'opposition à la loi a atteint des records, 70%, dans une opinion publique qui majoritairement accuse le capitalisme.

Vraiment, le pouvoir n'a pas gagné la ba-

taille des idées. Mais la loi Woerth a quand même été promulguée, avec la fin, hautement symbolique de la retraite à 60 ans, et le nouveau gouvernement est sur le pied de guerre.

Le 28 octobre et le 6 novembre, nous nous sommes quittés proclamant : « **nous ne lâcherons pas** ». Les agents du nettoyage de plusieurs villes ont continué, avec succès, le mouvement. Les agents du Pôle emploi ont aussitôt embrayé avec une grève suivie à plus de 50%. Un formidable élan de solidarité s'est développé autour des secteurs qui suivent une grève reconductible, comme les ouvriers des raffineries. Et il ne s'agissait pas de grève par délégation, par procuration mais d'assurer la continuité du mouvement et de créer les conditions d'un élargissement de la grève parce qu'elle frappe au cœur les commanditaires patronaux de la contre-réforme des retraites. **Les entreprises du CAC se préparent à enregistrer 86 milliards d'euros de profits pour 2010, 10 fois le déficit de l'assurance vieillesse.**

Et maintenant ? Ne lâchons pas ! C'est un peu comme si la bataille décisive n'avait pas eu lieu.

Va-t-on laisser le pouvoir jouer sur la résignation, enfermer à nouveau le débat dans le cadre strictement institutionnel de 2012, avec ses primaires « à gauche », ce véritable concours de miss, avec quelques promesses comme faire-valoir ?

Pour ceux qui comme nous ont été pleinement dans le mouvement, ces heures doivent être celles de la réflexion pour repartir tout de suite dans la lutte.

Comme en 2003, la stratégie des journées d'action étalées n'a pas réussi en 2010 à faire échec au projet du gouvernement. La recherche, préalable, de l'unité des organisations, même quand elles se prononcent pour l'allongement de la durée de cotisation, n'a-t-elle pas abouti à une ligne nationale et une stratégie d'action en deçà des possibilités du mouvement ?

Impossible de rester patienter jusqu'en 2012 (et ne rien obtenir) !

Le 15 octobre, en plein pendant le mouvement, le Parlement européen adoptait un rapport planifiant le déclin

des systèmes de retraite publics par répartition et l'avènement d'un « pilier » de retraite par capitalisation dans les mains de la finance. Les députés PS (Harlem Désir, Pervenche Bérès...) ou « écologistes » (Eva Joly, Cohn-Bendit...) ont voté pour avec la droite.

Le PS s'est littéralement posé le long des manifestations attendant que le mouvement atterrisse, attendant que l'objectif 2012 revienne en haut de l'actualité. Il s'est à peine caché de partager sur le fond tous les présupposés de la loi Woerth, laissant son aile « gauche » préférer 40,5 annuités plutôt que 43.

Les médias ont joué à fond le virage du mouvement vers un antisarkosisme général plutôt que la convergence des luttes pour le retrait de la loi Woerth. Le défaut de perspective politique est un facteur d'échec de la lutte.

Les communistes à la pointe du mouvement.

Pour nous, dans les conditions actuelles, la perspective politique est portée par les luttes. Nous nous sommes mis à leur service avec des propositions et des actions recherchant le rassemblement et l'efficacité. Nous n'avons cessé de rappeler les fondamentaux du financement du système de retraite solidaire, l'importance de la défense de la cotisation sociale. La défense de la retraite à 60 ans, comme droit réel, passe par le retour à une durée de cotisation, 37,5 annuités, correspondant à la durée des carrières.

Nous ne nous arrêterons pas !

La bataille des retraites n'est pas finie. L'attaque du Medef sur les retraites complémentaires commence le 25 novembre. L'application de la loi Woerth n'est prévue qu'au 1^{er} juillet 2011. De nouvelles batailles se développent pour la défense de l'emploi, de l'industrie, de l'hôpital, du droit au logement... Elles se recourent, peuvent et doivent converger.

L'immense mobilisation que nous venons de vivre appelle des suites immédiatement dans les luttes.

Organisez votre colère : ADHEREZ AU PCF !

Adhérez au PCF ! Faites le choix de la lutte !

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....